

Ce formulaire (libellé Acronyme projet-nomcandidat) doit obligatoirement être envoyé
sous **format pdf**
à l'adresse électronique : msh-app2020-contact@univ-lorraine.fr.

Date limite de candidature : le 17 janvier 2020 12 heures (Heure Paris)

A. TYPE DE DISPOSITIF DEMANDE

MSHL « Projets 2020 »	<input checked="" type="checkbox"/>
MSHL « Initiatives »	<input type="checkbox"/>

B. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE GENERAL

Titre du projet (maximum : 150 caractères) : Travailleurs frontaliers et Industrie financière

Acronyme ou titre court (maximum : 12 caractères) : TravFin

Nom et prénom du coordonnateur.e. du projet : FROMENTIN Vincent
Statut et établissement : MCF HDR – CEU Nancy – Université de Lorraine
Laboratoire d'appartenance (code unité et intitulé) : CEREFIGE
Téléphone : 03 72 74 17 92 Adresse courriel : vincent.fromentin@univ-lorraine.fr

Indexation du projet (trois à cinq mots-clés) : Emploi transfrontalier, Grande Région, Nouveaux
Espaces de Travail, Télétravail, Industrie financière, Politiques publiques

Proposition qui témoigne d'une intention d'incubation en vue d'un projet de plus grande envergure (émergence) impliquant un.e ou plusieurs jeunes chercheur.e.s	<input type="checkbox"/>
Doctorant <input type="checkbox"/> Master <input checked="" type="checkbox"/> Stage obligatoire <input type="checkbox"/> Stage non obligatoire <input type="checkbox"/>	
Proposition qui mobilise un partenaire extérieur public	<input checked="" type="checkbox"/>
Proposition qui mobilise un partenaire extérieur privé	<input type="checkbox"/>
Proposition qui aboutira à la mise en œuvre d'une thèse	<input type="checkbox"/>
Proposition qui intègre un co-financement extérieur	<input type="checkbox"/>
Si oui de quelle nature :	
Proposition à dimension internationale	<input checked="" type="checkbox"/>
Proposition à forte dimension d'actualité politique et sociale	<input checked="" type="checkbox"/>
Proposition liée aux défis sociétaux LUE	<input checked="" type="checkbox"/>

Tableau 1 : Partenaires du projet (les partenaires sont des laboratoires de recherche)

	Laboratoire ou autre groupe Nom et n° d'unité	Nom et prénom du correspondant du projet pour le laboratoire	Etablissement ou institution de rattachement	Nombre de chercheurs engagés par partenaire
Laboratoire Coordonnateur	CEREFIGE	FROMENTIN Vincent	Univ. De Lorraine	2
Partenaire 2	BETA	TADJEDDINE Yamina	Univ. De Lorraine	1
Partenaire 2	CREA	BEINE Michel	Univ. Du Luxembourg	2
Partenaire 3	CES	CAPELLE-BLANCARD Gunther	Univ. Paris 1	2
Partenaire 4	IRENE	WEBER Sylvain	Univ. De Neuchâtel - Suisse	1

Tableau 2 : Budget du projet**Année 1**

Financements : Demandés (D) / Acquis (A)	Masse salariale	Fonctionnement	Investissement	Total
<i>CEREFIGE</i>		500 (A)		500
<i>Exemple : UL</i>				
<i>Exemple : CNRS</i>				
Financement demandé à la MSH	2 500 (D)	4 000 (D)		6 500
Total				7 000

Année 2

Financements : Demandés (D) / Acquis (A)	Masse salariale	Fonctionnement	Investissement	Total
<i>CEREFIGE</i>		500 (A)		500
<i>Exemple : UL</i>				
<i>Exemple : CNRS</i>				
Financement demandé à la MSH	2 500 (D)	6 000 (D)		8 500
Total				9 000

Dépenses envisagées : Logiciels statistiques (Eviews, Stata, etc...) / Frais de déplacements (parking, billets de train, d'avion, frais kilométriques...) ; de restauration ; d'hébergement / Frais de transcriptions / Dépenses de traduction, de copy-editing / Vacances pour montage et traitement des bases de données (vacation étudiant M2 ou CDD jeune chercheur)

C. Résumé de la proposition (de 1 à 5 pages maximum)

1. Résumé du projet (10 lignes maximum)

Ce projet scientifique interdisciplinaire vise à étudier les interdépendances, l'impact des mutations et des dynamiques économiques, sectorielles et réglementaires sur l'économie de la Grande Région, et plus spécifiquement sur les travailleurs transfrontaliers, notamment en période de crise.

A travers la coopération de trois laboratoires majeurs de la recherche en économie et en gestion de la Grande Région (BETA, CEREFIGE et CREA), d'un laboratoire parisien (CES) et d'un laboratoire suisse (IRENE), ce projet interdisciplinaire vise à appréhender plusieurs questions de recherche : les interrelations entre l'activité financière du Luxembourg (et l'instabilité financière) et les travailleurs frontaliers ; ces mêmes interrelations dans une logique comparative, avec la Suisse ; Brain Drain/Brain Gain et trajectoire des diplômés de l'Université de Lorraine ; Télétravail et « coworking » dans la Grande Région ; et enfin, la localisation des activités financières et l'emploi en Europe.

2. Exposé scientifique du projet

Avec ses propres institutions et divers mécanismes de coopération interne, la Grande-Région constitue une réelle entité humaine et économique caractérisable par d'intenses interrelations (INSEE, 2008). L'aspect le plus prégnant est le phénomène du travail frontalier ou pendulaire qui permet notamment à la croissance économique luxembourgeoise, fortement dépendante du secteur financier, de profiter de la population active disponible dans les zones limitrophes.

Les liens entre l'instabilité financière, le cycle économique, les dynamiques sectorielles (en particulier dans le secteur de la finance), les changements de réglementation, les déterminants ou les motivations des travailleurs transfrontaliers et l'emploi doivent être analysés en profondeur dans une optique de politique publique (formation et apprentissage, politique économique, réglementation financière, aide à la mobilité, investissement et infrastructures...). Cette étude se focalisera principalement sur la Grande Région, tout en extrapolant la problématique de l'attractivité des places financières et de la gestion des emplois, à une échelle européenne, pour mieux comprendre les interdépendances et les évolutions des 20 dernières années.

Ce projet de recherche interdisciplinaire (principalement sciences économiques et sciences de gestion, mais également sociologie) peut apporter des éclairages sur la « gestion » des flux de travailleurs au sein du territoire de la Grande Région en période de crise économique. Mieux connaître les interrelations entre les fluctuations économiques et les travailleurs frontaliers, dans une logique désagrégée (par niveaux de qualification, par secteur, par provenance,...) devrait aiguiller les futures politiques menées à l'échelle de la Grande Région.

Ce projet propose de fournir un travail de recherche interdisciplinaire, solide et diversifié avec des recommandations politiques pouvant alimenter la réflexion et nourrir les débats sur des sujets comme la formation professionnelle en Lorraine, en apportant une plus fine compréhension des mécanismes et des relations socio-économiques entre le Luxembourg et les pays transfrontaliers.

Plusieurs éléments explicatifs, au croisement des disciplines (économie, gestion, finance, sociologie...), mobilisés ou non dans les études préalablement menées sur les thématiques de la migration, de la finance ou des travailleurs frontaliers, peuvent être avancés pour apporter des éclairages et contribuer à l'explication de ce « phénomène » inhérent à la Grande Région.

Nous pensons alors que plusieurs pistes de recherche peuvent être appréhendées :

1) La première question de recherche porte sur les interrelations entre l'activité financière du Luxembourg (et l'instabilité financière) et les travailleurs frontaliers (en comparaison des

résidents notamment) au cours d'une période marquée par des crises économiques et financières, et des changements de réglementations. En s'appuyant sur des données du STATEC, des bases de données mensuelle et trimestrielle ont été élaborées en prenant en compte plusieurs indicateurs économiques et financiers. Pour évaluer ces interrelations, le recours à des outils dynamiques (Fromentin, 2018 ; Fromentin et Tadjeddine, 2019) permettront de prendre en compte (et/ou de vérifier) une certaine latence relative à l'ajustement du marché du travail, afin de retracer l'effet d'un choc sur les valeurs actuelles et futures des variables endogènes, en termes d'amplitude et de durée. En complément, l'approche pourrait être complétée par une étude des éventuels effets des changements conjoncturels et structurels sur les travailleurs du secteur financier Luxembourgeois, en prenant en compte différents critères : le « compartiment » du secteur financier (établissements de crédit, professionnels du secteur financier,...), la nationalité (Luxembourgeois ou étranger), le statut (dirigeant ou employé) et le sexe. Pour cela, nous avons élaboré une base de données trimestrielle (à partir du site de la Banque Centrale du Luxembourg et de la Commission de surveillance du secteur financier) entre 1991 et 2017, qui intègre les travailleurs avec un niveau de désagrégation plus fin, ainsi que des variables représentatives de l'activité financière (bilan des entreprises financières, indicateurs financiers et boursiers,...). L'idée est de poursuivre des travaux amorcés par Damette, Fromentin, Salesina et Tadjeddine (en lien avec la bibliographie).

2) En retenant les mêmes bases de données (tout en précisant la répartition sectorielle avec une demande spéciale auprès de l'IGSS au Luxembourg), il semble envisageable de proposer une analyse comparative en travaillant avec des chercheurs suisses, en collaboration avec Sylvain Weber (University of Neuchâtel, Institute of Economic Research (Irene)). Suite à plusieurs discussions, nous pensons qu'il est possible d'élaborer des bases de données relativement homogènes pour proposer une étude comparative entre Luxembourg et la Suisse, portant sur les travailleurs transfrontaliers. Il semble possible de retenir des méthodologies de cointégration ou de causalité, en données temporelle et de panel. Cette étude serait pertinente puisque la Grande Région dénombre le plus grand nombre de travailleurs frontaliers après la Suisse. De plus, le secteur financier Suisse contribue également largement au PIB du pays et recrute une part importante de travailleurs, notamment des frontaliers venant de France. Il est fort probable qu'un article soit soumis dans un numéro spécial sur les migrations pour la revue Région et Développement (suite à la demande d'un collègue).

3) Une troisième piste de recherche s'intéresse aux questions relatives à l'adéquation entre les formations reçues et les qualifications demandées par les employeurs potentiels au Luxembourg, et aux déterminants implicites et explicites qui incitent à la migration professionnelle transfrontalière. Nous tenterons de voir quelles sont les réelles incitations des travailleurs transfrontaliers en amont de leur « migration » : Quelles sont les incitations microéconomiques des travailleurs transfrontaliers ? Existe-t-il un parcours type et des motivations intrinsèques des étudiants qui deviennent salariés au Luxembourg ? Quels problèmes cela pose-t-il aux établissements d'enseignement supérieur de la Grande Région ? Autrement dit, n'existe-t-il pas des phénomènes de type Brain Drain/Brain Gain à l'œuvre dans la grande Région ? Pour répondre à ces questions, nous recevons une aide précieuse de la Délégation à l'Aide au Pilotage Et à la Qualité (DAPEQ) du Pôle Observatoire de la Vie Universitaire de l'Université de Lorraine. L'idée est alors de poursuivre les travaux déjà publiés (Barad, Briffaux et Fromentin, 2019) notamment en analysant la trajectoire des étudiants et en mettant davantage l'accent sur le Brain Gain (en collaboration avec Michel Beine).

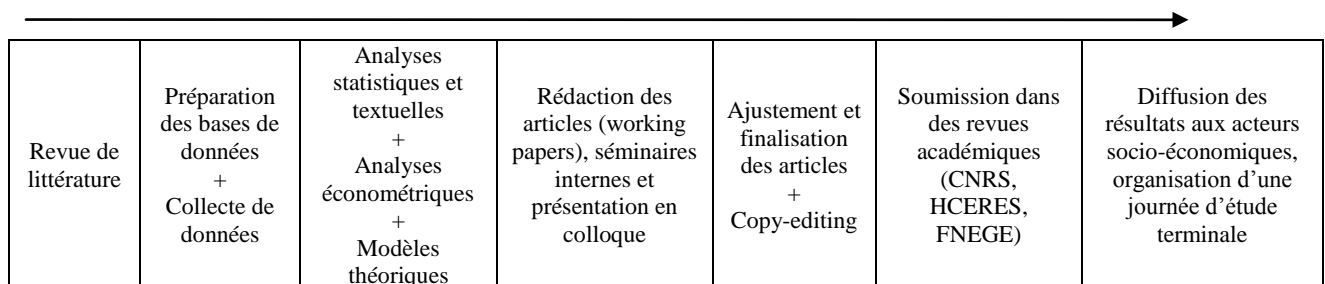
4) Une quatrième piste de recherche pourrait porter sur le « télétravail » des travailleurs frontaliers. En effet, cette « force de travail » est confrontée à de nombreux obstacles : le coût de la vie, le prix élevé des logements ou encore les problèmes de congestion des infrastructures (malgré des niveaux de rémunération supérieurs au Luxembourg). L'enquête Morgan Philips

Executive Search montre d'ailleurs que pour 51 % des employeurs, le coût de la vie est l'un des principaux freins à l'essor du pays, suivi des problématiques de mobilité (plus de détails : Gerber, P. et al. (2017)). Certains employeurs développent alors de plus en plus le télétravail, notamment dans le secteur financier. Le télétravail n'a pas encore été étudié dans le contexte du travail frontalier. Dans ce contexte, le télétravail peut toutefois revêtir une importance particulière en ce qu'il peut faciliter la « double-vie » du travailleur frontalier, qui n'est ni entièrement au Luxembourg, ni entièrement en France, mais toujours en transition pendulaire. Cependant, cette mise en place du télétravail peut se heurter à un certain nombre de réalités. Premièrement, le cadre légal européen impose une durée de télétravail maximum à ne pas dépasser pour ne pas rendre la société imposable dans le pays de résidence. Deuxièmement, les entreprises du secteur financier peuvent être réticentes à l'idée de proposer du télétravail à leurs travailleurs frontaliers du fait de la sensibilité de leurs données. L'émergence d'espace de travail partagé (coworking) dans la région (par ex. S-Hub à Thionville) peut répondre à ces craintes, et ce phénomène mérite donc d'être également étudié. Des données provenant de la DAPEQ, d'une enquête administrée à des travailleurs du secteur financier et des interviews (menés par J.F. STICH) devraient permettre de capter les différentes motivations et les éventuels freins à l'émergence et au développement du télétravail.

5) La dernière piste de recherche vise à extrapoler l'étude de l'emploi au sein des places financières, à l'échelle européenne. Cette vision internationale semble nécessaire pour mieux appréhender la complexité des interrelations, tout en proposant un panorama évolutif (sur les 20 dernières années) à l'échelle européenne, en prenant en compte l'aspect régional, et les caractéristiques spécifiques des places financières (Londres, Paris, Francfort, Luxembourg,...). Il serait alors possible de poursuivre et actualiser l'étude intitulée « La localisation des activités financières dans l'Union européenne. La Place financière de Paris et la consolidation des bourses mondiales. » (Capelle-Blancard, G., Crozet, M., & Tripier, F. (2007)) en recourant à des données plus récentes, et en proposant une approche économétrique basée sur le degré de spécialisation absolu et relatif de chaque pays et de chaque région. Une demande spéciale auprès des services Eurostat (Emploi et chômage (LFS/EFT) et European Union Structure of Earnings Survey, SES) devraient permettre d'obtenir des données relativement fines (métiers exercés, lieu (NUTS 2), sexe, lieu d'habitation...), afin de mener plusieurs études (avec l'aide d'un étudiant de Master pour la mise en forme et le retraitement des bases de données) montrant d'éventuels changements, tout reliant ces évolutions à l'emploi de travailleurs du secteur financier.

3. Méthodologie du projet (étapes, chronologies, interventions des partenaires...)

Programme de recherche :



Période	Actions	Evénements	Retombées
2020	Revue de littérature Préparation des bases de données Collecte de données Analyse des résultats statistiques et analyses économétriques	Participation à des colloques scientifiques Séminaires de recherche internes	Présentation interne des travaux Cahiers de recherche Présentation des résultats préliminaires en conférence
2021	Finalisation des études Rédaction définitive des articles de recherche	Participation à des colloques scientifiques Séminaires de recherche interne et externe Restitution avec les partenaires socio-économiques de la Grande Région	Publications scientifiques dans des revues internationales Publications d'articles de « vulgarisation » (The Conversation, presse,...) Diffusion des résultats et des conclusions auprès des acteurs socio-économiques de la Grande Région

Il serait souhaitable de mobiliser la plateforme Cenhtor de la MSH Lorraine dédiée à la valorisation des données de recherche dans le cadre de la science ouverte et de bénéficier de l'aide d'un vacataire ou un jeune chercheur pour la mise en forme des bases de données (STATEC, IGSS, Eurostat LFS,...) et la compilation des interviews (notamment pour l'étude sur le *Brain Gain* et le télétravail).

4. Résultats attendus

Des premiers enseignements, tirés des études préalablement menées (se reporter à la bibliographie), peuvent être avancés afin d'apporter des éléments de réponse autour d'une thématique de recherche peu étudiée, qui englobe pourtant des enjeux économiques, politiques et sociétaux importants :

- L'analyse descriptive et les tests de causalité prenant en compte les « breaks » semblent corroborer l'existence et la présence de ruptures structurelles, en lien avec les crises financières (surtout pour les travailleurs frontaliers).

- Le pouvoir prédictif des indicateurs financiers (Euro Stoxx et VIX) dans l'explication des fluctuations des travailleurs frontaliers et résidents semble être validé au regard des résultats des tests de causalité conventionnels, des tests de causalité en fréquence, des modèles ARDL et des modèles NARDL.

- L'impact de l'instabilité financière sur les frontaliers et les résidents est manifestement différent, en termes de durée et d'amplitude (pour les tests de causalité), et du caractère symétrique ou asymétrique et de réponse au choc à court-terme et à long-terme (pour les modèles ARDL et NARDL).

- Le pôle financier luxembourgeois joue un rôle d'attracteur de compétences clés (Porter [1998]; Damette et al. [2018]). Dans cette perspective, les compétences clés sont des mécanismes "d'apprentissage collectif au sein de l'organisation, en particulier pour coordonner différentes compétences de production et pour intégrer différentes technologies" (Pralhad et Hamel [1993]).

- Avec son marché du travail attractif, ce pays représente un pôle d'attraction pour les jeunes diplômés de l'Université de Lorraine qui sont 10 % à s'y insérer professionnellement chaque année. Ce sont particulièrement les diplômés issus des domaines de la finance, du droit et de l'informatique qui partent travailler au Luxembourg, répondant aux besoins spécifiques du marché du travail du Grand-Duché, notamment dans le secteur des activités financières et de l'assurance.

Toutefois, ces résultats restent évidemment partiels, en raison de plusieurs facteurs :

- En raison de l'investissement des entreprises dans la formation du personnel, en cas de crise économique ou financière, les entreprises peuvent être réticentes à se séparer de leur personnel à court terme, en raison de la perte de capital humain. Les entreprises peuvent souhaiter conserver les travailleurs dans lesquels elles ont investi davantage. Parallèlement, lors d'une expansion, les employeurs vont recommencer à embaucher, en tenant compte du temps requis pour le processus de formation des employés.

- Les résultats peuvent varier d'un pays à l'autre, notamment pour la Suisse.

- Le constat pour les étudiants de l'Université est valable dans une logique descriptive, mais il peut varier en prenant en compte l'aspect « trajectoire » (notamment via un modèle logit).

- Les places financières en Europe ont subi de nombreux changements depuis une vingtaine d'année, ce qui devrait impacter la répartition du travail (en termes de spécialisation, de compétences,...)

Plusieurs éléments explicatifs, au croisement des disciplines (économie, gestion, finance,...), mobilisés ou non dans les études préalablement menées sur les thématiques de la migration, de la finance, de la gestion des ressources humaines ou des travailleurs frontaliers, peuvent être avancés pour apporter des éclairages et contribuer à l'explication de ce « phénomène » inhérent à la Grande Région.

5. Retombées économiques et ou sociétales possibles (en particulier au niveau régional, actions de diffusion et de valorisation éventuellement envisagées) ou intérêt de la recherche au regard des connaissances et de la recherche fondamentales

Ce projet propose de fournir un travail de recherche solide, interdisciplinaire et diversifié avec des recommandations politiques pouvant alimenter la réflexion et nourrir les débats sur des sujets comme la formation professionnelle en Lorraine, en apportant une plus fine compréhension des mécanismes et des relations socio-économiques entre le Luxembourg et les pays transfrontaliers.

Ce travail pourrait déboucher sur la proposition d'un certain nombre de recommandations de politiques publiques en termes de politique d'emploi, de politiques de formation mais également de développement économique territorial pour la Grande Région et à une échelle plus vaste, l'Europe.

Sur le plan de la valorisation de la recherche et de la diffusion scientifique, nous projetons de diffuser les conclusions de notre projet aux journaux régionaux (Est Républicain, La Semaine, journaux en ligne,...), aux collectivités publiques locales et à certains organismes de la Grande Région (OIE par exemple), de rédiger un 4 pages avec la DAPEQ, de publier un article dans The Conversation, de contribuer à la littérature scientifique en ciblant des revue classée (nous souhaiterions cibler des revues académiques de premier rang (CNRS 1 ou 2 / AERES A), ce qui semble envisageable au regard de l'équipe de recherche mobilisée), et d'organiser un colloque scientifique et un grand séminaire de restitution avec les acteurs socio-économiques concernés et les collectivités de la Grande Région.

6. Dimension internationale

Le projet présente une dimension internationale au regard de la thématique de recherche choisie. De plus, l'étude portant sur la localisation des activités financières dans l'Union européenne complète cette approche internationale, tout en retenant une vision pluridisciplinaire.

7. Autres éléments que le porteur souhaite porter à la connaissance des évaluateurs

Bibliographie (non-exhaustive) :

2007 « La localisation des activités financières dans l'Union européenne. La Place financière de Paris et la consolidation des bourses mondiales. », Capelle-Blancard, G., Crozet, M., & Tripier, F.

2011 Beine, M., Docquier, F., & Oden-Defoort, C. A panel data analysis of the brain gain. *World Development*, 39(4), 523-532.

2017 Incidence of bank levy and bank market power, Capelle-Blancard G. & O. Havrylchuk, *Review of Finance*, 21(3), 1023-1046.

2018 "Cluster financier luxembourgeois et travailleurs frontaliers dans la Grande Région : regards croisés entre économie et gestion", Olivier Damette, Vincent Fromentin et Marc Salesina, *Revue de l'Union européenne, Dalloz Revues*, 617, Avril 2018

2018 « Industrie financière, flux financiers et flux de travailleurs : quelles interrelations? », HDR, Vincent Fromentin

2018 "Electronic Communication in the Workplace: Boon or Bane? » Stich, J.-F., Tarafdar, M., Cooper, C. L. *Journal of Organizational Effectiveness: People and Performance*, 5(1).


2019 "Le devenir professionnel des diplômés de l'Université de Lorraine : focus sur l'attraction du marché du travail luxembourgeois", Morgane BARAD, Amélie BRIFFAUX et Vincent FROMENTIN, 4 pages, Etudes et Résultats, Université de Lorraine

2019 "Cross-border Workers and Financial Instability: A Frequency Domain Causality Analysis Applied to the Luxembourg Financial Center" Vincent Fromentin, Yamina Tadjeddine-Fourneyron, *Applied Economics Letters* (à paraître) (Revue HCERES C / CNRS 4)

D. LES CHERCHEUR.E.S ENGAGÉ.E.S

Nom et prénom	Statut *	Discipline ou section CNU	Laboratoire ou groupe d'appartenance	Etablissement	Courriel
FROMENTIN Vincent	MCF HDR	5 – 6	CEREFIGE FCC - CREA	CEU Nancy – Univ. De Lorraine	vincent.fromentin@ univ-lorraine.fr
STICH Jean-François	MCF	6	CEREFIGE ORH	ICN BS	jean- francois.stich@icn- artem.com
BEINE Michel	Pr	5	CREA	Université du Luxembourg	michel.beine@uni.lu
Post Doctorant		5 - 6	CREA	Université du Luxembourg	
CAPELLE BLANCARD	Pr	5	CES	Univ. Paris 1	gunther.capelle- blancard@univ- paris1.fr
Etudiant Master 2		6	CES	Univ. Paris 1	
TADJEDDINE Yamina	Pr	5	BETA	Univ. De Lorraine	yamina.fourneyron @univ-lorraine.fr
WEBER Sylvain	MCF	5	IRENE	Univ. of Neuchâtel	sylvain.weber@unin e.ch
Nombre total de chercheur.e.s	8				

* Pr, MCF, CR, DR, IR, IE, Tech, doctorant.e, post-doc (dans ce dernier cas, préciser si salarié, boursier ou non au sein d'un laboratoire ou contractuel sur l'opération).

<p>Nom, prénom du porteur.e de projet</p> <p>FROMENTIN Vincent</p> <p>Date : 16/01/2020</p>	<p>Nom, prénom du responsable du laboratoire</p> <p>HERRMANN Jean-Luc</p> <p>Date : 16/01/2020</p>
<p>Signature :</p> 	<p>Signature :</p> 